

DE BERKELEY À WATTS,
LA CALIFORNIE ENTRE
CONTESTATION
ET RÉACTION CONSERVATRICE

Les fameux troubles survenus sur le campus de l'université de Californie à Berkeley à l'automne 1964, suivis l'été d'après, en août 1965, par la révolte du ghetto afro-américain de Watts, marquent généralement, dans la conception classique de l'histoire contemporaine des États-Unis, le début d'une intense période de contestation, trouvant son apogée avec l'opposition à la guerre du Vietnam et qui donne sa dimension spécifique et conflictuelle à la décennie soixante. Cette parenthèse révoltée, entre des années 1950 consensuelles et des années 1970 dépressives, trouverait son origine en Californie, « l'État doré¹ », qui prend alors une dimension unique dans le pays. Cette vision traditionnelle, malgré son schématisme, n'est pas globalement erronée. Les événements californiens de Berkeley et de Watts, ainsi que l'élection du républicain Ronald Reagan au poste de gouverneur en novembre 1966, constituent bien des éléments précurseurs de tendances plus globales aux États-Unis. Ils s'inscrivent toutefois dans un contexte proprement californien dont il faut ici retracer la spécificité.

Pourtant, cette ère des contestations représente pour la Californie un ébranlement paradoxal. Au milieu des années 1960, cet État est devenu le plus peuplé du pays devant New York. Il affiche une insolente prospérité, une croissance économique forte issue de tous les secteurs (agriculture, industrie aéronautique et automobile, construction, services, etc.) et,

1. *The Golden State.*

plus généralement, il paraît résumer à lui seul, avec sa constante mythologie hollywoodienne, le rêve américain. À partir de 1958, les électeurs californiens se sont massivement tournés vers le parti démocrate et ont choisi pour gouverneur Edmund « Pat » Brown, un ancien procureur de San Francisco, un catholique progressiste acquis au « libéralisme » nord-américain, c'est-à-dire à une social-démocratie ambitieuse et modernisatrice. Les autorités locales semblent alors bien en phase avec la majorité démocrate qui s'installe à la Maison-Blanche avec Kennedy à partir de 1961. Pourtant, la révolte des étudiants de Berkeley marque le début de difficultés, fatales pour cette période de prospérité et cette tendance politique.

44 Ce paradoxe apparent peut être contourné, si l'on considère que les contestations californiennes des années 1960 visent d'abord à mettre les discours flamboyants et satisfaits des dirigeants démocrates devant la prospérité de la société en adéquation avec des réalités autrement plus médiocres. Au-delà, il est également possible de mettre en perspective cet ébranlement. Ces réfractaires avaient essentiellement pour objectif de renverser une hiérarchie et des différenciations devenues insupportables, tant à la jeunesse estudiantine principalement blanche de Berkeley qu'à la population afro-américaine ghettoisée de Watts. Ce que montre alors la Californie, c'est que cette remise en cause de l'ordre établi a effrayé l'élite la plus conservatrice, ainsi que les classes blanches populaires et moyennes, dont la position sociale était encore fragile, et les a poussées à plébisciter, à travers Ronald Reagan, une politique profondément conservatrice. En ce sens, la dynamique politique et sociale californienne annonce la victoire de Nixon à la présidentielle de novembre 1968 et, plus généralement, la domination du néoconservatisme sur la vie politique américaine pendant quatre décennies.

BERKELEY ET LA RÉVOLTE ÉTUDIANTE

L'université de Californie représentait au début des années 1960 l'une des plus grandes fiertés de l'État et de son gouverneur Pat Brown. Le premier campus, à Berkeley, en face de San Francisco, de l'autre côté de la baie, a été fondé en 1879. Longtemps complexée par rapport à ses prestigieuses concurrentes de la côte Est (Harvard, Yale ou Princeton notamment), Berkeley prend son essor dans les années 1930 grâce à l'habileté gestionnaire de son président d'alors, Robert Gordon Sproul. Sous sa férule, de grands chercheurs et professeurs, comme le physicien atomiste Ernest Lawrence, choisissent Berkeley pour poursuivre leurs

travaux. Après-guerre, l'université peut s'enorgueillir d'être l'une des mieux dotées en prix Nobel parmi ses professeurs. Parallèlement, Sproul souhaite tenir l'université à l'écart des affres du débat politique et des controverses idéologiques : sous sa présidence, il est proscrit aux étudiants de se livrer à la moindre activité politique (vente de journaux, diffusion de tracts, discours, etc.) sur le territoire du campus. Cette interdiction, scrupuleusement suivie, amène à des arrangements curieux : ainsi, lorsque le candidat démocrate Adlai Stevenson vient faire campagne à Berkeley en 1956, il parle debout sur un camion garé *en face* du campus, tandis que des haut-parleurs diffusent son discours à des centaines d'étudiants massés sur les pelouses de l'université.

Cette disposition du règlement universitaire devient progressivement intenable lorsqu'une nouvelle génération d'étudiants arrive à Berkeley à partir du début des années 1960. Ces étudiants, qui n'ont ni l'expérience de la crise économique ni celle de la guerre, arrivent à Berkeley sans le respect un peu soumis de leurs aînés pour la hiérarchie ; respect qui a, par exemple, conduit la génération précédente à rester tout à fait muette face à la controverse des « serments de loyauté », que l'anticommunisme virulent du début des années 1950 a imposés à tous les professeurs de l'université. Les étudiants inscrits à Berkeley à partir de 1960 sont aussi majoritairement en second cycle. Ils arrivent à l'université au moment où les autorités de l'État prennent conscience de leur afflux massif et commencent tout juste à adopter des mesures d'investissements de grande ampleur, pour permettre la croissance de tout le système universitaire. Les moyens ne sont pas toujours au rendez-vous et les règles apparaissent vite archaïques à des étudiants qui s'engagent de plus en plus dans l'action politique. Dès 1960, ils sont une centaine à crier leur opposition à la commission d'enquête du Sénat sur les activités anti-américaines, ce reliquat de l'ère maccarthyste. De même sont-ils nombreux à participer à la veillée de protestation contre l'exécution de Caryl Chessman devant les portes du pénitencier de San Quentin le 2 mai². Plus profondément encore, plusieurs dizaines d'entre eux font un douloureux et marquant apprentissage politique en participant aux « étés de la liberté » organisés par le Mouvement des droits civiques pour lutter contre la ségrégation raciale dans les États du Sud, comme l'Alabama ou le Mississippi : ils doivent résister sans violence à la répression féroce des forces de police

2. Condamné à mort en 1948 pour viol et kidnapping, Caryl Chessman avait réussi, grâce à son talent de juriste, à repousser pendant douze ans son exécution. Auteur, derrière les barreaux, de quatre livres, il avait atteint une notoriété internationale.

ainsi qu'aux agressions des militants du Ku Klux Klan. Cette expérience leur laisse une conscience politique, des techniques et une abnégation remarquables.

46 En septembre 1964, après plusieurs avertissements, les autorités universitaires demandent à la police de procéder à l'arrestation de Jack Weinberg, un jeune militant qui s'entête à vouloir diffuser ses tracts dans l'enceinte de la faculté, juste au sud de la porte Sather, un monument qui en marque l'entrée. Lorsque la nouvelle de l'arrestation de Weinberg se répand sur le campus, il est midi et les étudiants sortent de cours. Ils sont bientôt des centaines à encercler le véhicule de la police municipale dans lequel a été placé Weinberg. Assez vite, on s'assoit et la foule contraint, pacifiquement, les autorités à négocier. Cet événement surprenant ne dure pas moins de trente-deux heures au cours desquelles étudiants et professeurs, le plus souvent favorables à Weinberg, se succèdent pour parler à la foule, debout sur le toit de la voiture de police immobilisée. La contestation reste remarquablement courtoise mais ferme : les orateurs enlèvent leurs chaussures avant de monter sur cette estrade improvisée. Cependant, le blocus n'est levé que lorsque des négociations officielles sont finalement ouvertes. L'accord trouvé entre l'administration de l'université et les leaders du mouvement étudiant se révèle de courte durée. Aux vacances de Thanksgiving (novembre) 1964, en l'absence de nombreux étudiants, le président de l'université de Californie annonce que huit des meneurs du blocage du véhicule de police sont suspendus.

Cette sanction provoque la colère, prévisible, des étudiants mobilisés. Leur mouvement se donne pour nom « Free Speech », la liberté d'expression, selon la formule fondamentale du 1^{er} amendement de la Constitution fédérale³. La protestation des étudiants, si elle emploie volontiers les méthodes de la désobéissance civile, s'inscrit dans un cadre légal reconnu et qui doit permettre à la lutte d'être acceptée par le reste de la société. Début décembre, après le défilé d'un cortège à l'aspect particulièrement soigné – les étudiants étant le plus souvent en costume cravate – et plusieurs discours enflammés, dont celui de Mario Savio, près de huit cents étudiants commencent l'occupation du principal bâtiment de la direction du campus⁴. Au milieu de la nuit, alerté par de

3. « Le Congrès ne fera aucune loi [...] restreignant la liberté d'expression [...] », 1^{er} amendement de la Constitution des États-Unis.

4. Un passage de ce discours est notamment resté célèbre : « Il arrive un moment où le fonctionnement de la machine devient si monstrueux, vous rend tellement malade, que vous ne pouvez plus participer, vous ne pouvez même plus participer passivement ; il vous faut alors utiliser vos corps et les jeter contre les engrenages, les rouages et les leviers, contre

fausses rumeurs de dégradation des locaux par les occupants, le gouverneur ordonne l'évacuation et l'arrestation de tous les contrevenants. L'opération, qui est la plus grande arrestation massive de l'histoire de l'État, prend des heures car chaque étudiant reste allongé et immobile pour obliger les forces de l'ordre à le porter.

Cet épisode a un retentissement médiatique énorme, mais assez confus : l'opinion publique soutient la fermeté du gouverneur mais critique l'impéritie de l'administration universitaire, incapable de régler le problème par la négociation ; l'opposition républicaine critique l'influence des « agitateurs », tandis que le gouverneur, bien que furieux des méthodes utilisées par les étudiants, appuie leurs revendications. Au final, c'est le soutien massif de centaines de professeurs et d'universitaires aux étudiants qui oblige l'administration de la faculté à céder. Le territoire universitaire doit s'ouvrir à l'exercice normal de la liberté d'expression pour le meilleur et pour le pire. Dès 1965, ce constat s'impose : les droits arrachés par le mouvement Free Speech permettent à certains de parader avec des pancartes couvertes d'insanités au nom du « Filthy Speech » (*parole sale, grossière*), et à d'autres de commencer à protester contre l'engagement américain au Vietnam. Cette nouvelle liberté politique conquise par les étudiants de Berkeley constitue une première fracture dans le consensus libéral hérité des années 1950. Une partie de la gauche et de la jeunesse y voit le signe du renouveau, d'autres, plus nombreux, y voient le signe de la corruption de la jeunesse et d'une agitation inacceptable.

47

LES ÉMEUTES DU GHETTO DE WATTS

Une incompréhension encore plus forte se fait jour dans la population blanche lors de la révolte du ghetto de Watts à Los Angeles. En 1964 et 1965, l'administration Johnson a en effet obtenu du Congrès des États-Unis le vote historique du *Civil Rights Act* et du *Voting Rights Act* qui visent à bannir définitivement la ségrégation raciale du pays et à s'assurer que les Afro-Américains peuvent enfin voter librement. De plus, le président Johnson a lancé, le 4 juin, à l'université Howard, l'idée que la communauté afro-américaine était en droit de bénéficier de politiques socio-économiques spécifiques et ambitieuses, telles que

tout l'appareillage pour l'obliger à s'arrêter. Et vous devez signaler à ceux qui font tourner la machine, à ceux qui la possèdent, qu'à moins que vous ne soyez libres, vous l'empêcherez totalement de fonctionner », in William J. Rorabaugh, *Berkeley at War*, New York, Oxford University Press, 1989, p. 31 (traduction de l'auteur).

la « discrimination positive », pour « chercher non seulement la liberté mais les possibilités » pour chacun d'en jouir. Or, malgré ces avancées remarquables qui répondent à plus de dix ans de lutte du Mouvement des droits civiques, les émeutes, parties du ghetto de Watts à la mi-août 1965, sont d'une ampleur inégalée. Pendant quatre jours et quatre nuits, une dizaine de milliers de jeunes Afro-Américains brûlent, pillent et saccagent les quartiers de cette banlieue du sud de Los Angeles. La police étant débordée, il faut l'intervention de milliers de soldats de la garde nationale pour finalement rétablir le calme. Le bilan, au milieu d'un décor de guerre civile, est très lourd : 34 morts (dont 31 Afro-Américains), pour 40 millions de dollars de dégâts, 900 bâtiments détruits ou endommagés et 4 000 arrestations⁵.

48 Cette faillite du projet libéral nord-américain, une social-démocratie généreuse, a pourtant une série de causes concrètes et profondes. En Californie, la ségrégation raciale n'est pas réellement présente dans la loi comme elle l'a été dans le Vieux Sud⁶. La mise à l'écart de la communauté afro-américaine et son maintien dans un statut subordonné par rapport à la majorité blanche se lisent ici dans la ségrégation spatiale du ghetto et une position systématiquement inférieure dans le monde du travail. Les Afro-Américains étaient à peine quelques milliers avant la Seconde Guerre mondiale. C'est l'organisation de « l'arsenal de la démocratie », c'est-à-dire le gigantesque effort d'armement impulsé par le gouvernement fédéral après Pearl Harbor, et l'ouverture d'usines et de chantiers navals, notamment en Californie, qui conduisent de nombreux Afro-Américains à quitter le Sud rural pour émigrer vers le Nord et l'Ouest. Dans l'État, selon les données du recensement fédéral, le nombre d'Afro-Américains est ainsi multiplié par quatre entre 1940 et 1950, passant d'environ 124 000 à plus de 460 000. Ces populations nouvelles viennent principalement occuper des emplois ouvriers dans les usines de guerre des grandes métropoles de Los Angeles, San Francisco et San Diego.

Les travaux récents en histoire urbaine ont montré qu'après le conflit une dynamique identique se met en œuvre dans les métropoles de San Francisco et de Los Angeles au cours des décennies d'après-guerre⁷. Dans

5. Gerald Home, *Fire this Time: the Watts Uprising and the 1960s*, New York, Da Capo Press, 1997.

6. Les rares dispositions légales, comme l'interdiction des mariages interracialisés, sont démantelées au sortir de la Seconde Guerre mondiale. Voir, par exemple, l'arrêt de la Cour suprême de Californie, *Perez v. Sharp*, 32 Cal. 2d 74 (1948).

7. Voir notamment Robert O. Self, *American Babylon: Race and the Struggle for Postwar Oakland*, Princeton (N.J.), Princeton University Press, 2003.

les deux cas, il est impossible aux Afro-Américains d'obtenir un logement à l'extérieur du ghetto, Watts à Los Angeles, ou de certains quartiers de l'est de la baie de San Francisco, dans les villes de Richmond, Berkeley et Oakland. Ces ghettos deviennent des concentrés de chômage, de pauvreté et de mal-développement urbain, où certains services essentiels (traitement des eaux usées, électricité, voirie) font défaut ou sont très défectueux; les écoles, uniquement fréquentées par les Afro-Américains et les services publics en général connaissent également des difficultés. À la même période, les banlieues environnantes, entièrement blanches, comme Alameda, Fremont ou South Gate, se trouvent dans une période d'expansion et de prospérité remarquables. À Watts, un élément supplémentaire s'ajoute aux difficultés de la population afro-américaine: des relations très difficiles avec la police de Los Angeles (LAPD). Le service de police de la métropole, qui ne compte quasiment que des officiers blancs, utilise des méthodes souvent musclées et considère régulièrement Hispaniques et Afro-Américains comme des suspects potentiels. C'est l'interpellation d'un jeune conducteur afro-américain, soupçonné de conduite en état d'ivresse, qui met le feu aux poudres le soir du 13 août 1965, lorsque la foule se rassemble autour du véhicule et que rapidement insultes et provocations diverses sont échangées. L'incident, symptomatique du traitement brutal dont se plaint régulièrement la population de Watts, conduit donc à une révolte d'une violence sans précédent.

49

La réponse des autorités est tardive mais féroce. Le gouverneur Pat Brown se trouve en vacances en Grèce et met près de vingt-quatre heures à revenir en Californie alors que l'émeute atteint son paroxysme, ce qui retarde d'autant l'intervention de la garde nationale. Pour ramener le calme, police et garde nationale tirent à balles réelles sur de nombreux pillards et émeutiers; au final, 31 Afro-Américains sont tués sans qu'aucune de ces morts tragiques ne soit considérée par la justice comme illégale ou excessive. Brown installe, dans les semaines suivantes, une commission d'enquête présidée par un républicain plutôt conservateur, John McCone, ancien directeur de la CIA, aux fins de déterminer les causes de l'émeute. La commission, formée de douze membres, ne compte que deux Afro-Américains. En décembre, son rapport, très timide, déçoit: il enfonce des portes ouvertes. La révolte s'expliquerait par les difficultés socio-économiques vécues par les habitants du ghetto et la désintégration de nombreuses familles. La mesure la plus importante consiste donc à soutenir les programmes fédéraux de « guerre contre la pauvreté » pour aider Watts à progressivement sortir de la misère. Le rapport n'ose pas réclamer de solutions réellement ambitieuses pour soumettre le LAPD

au contrôle d'une autorité civile indépendante, afin d'y faire reculer les pratiques racistes; de même, il ne dit mot des mesures à prendre pour réduire les multiples discriminations dont souffre cette population. Mais l'émeute de Watts a des conséquences politiques beaucoup plus graves: pour de nombreux Blancs, elle jette un discrédit profond sur les politiques publiques généreuses tournées vers les Afro-Américains, et renforce leur crainte d'avoir à cohabiter avec eux.

L'AVÈNEMENT DU NÉOCONSERVATISME AUX ÉTATS-UNIS

50 La combinaison de ces contestations et de ces désordres conduit au succès le républicain conservateur et populiste Ronald Reagan qui l'emporte avec un million de voix d'avance contre le sortant Pat Brown, en novembre 1966. Cette victoire de l'ex-acteur d'Hollywood marque les prémices de la domination des idées conservatrices sur la vie politique américaine pendant les quatre décennies suivantes. L'essor de ce néoconservatisme en Californie se nourrit d'éléments socio-politiques propres à cet État, ainsi qu'à la dynamique de radicalisation qui commence en 1964. Après s'être longtemps focalisés sur la gauche et la «majorité New Deal», les historiens de science politique sont récemment partis en quête des fondations de ce néoconservatisme qui, de Nixon à Bush en passant par Reagan, a profondément changé l'équilibre politique du pays. Une des sources de ce mouvement se trouve dans le Sud-Ouest, au Texas, en Arizona et en Californie du Sud – la fameuse *Sun Belt* des géographes⁸.

Ces États partagent un héritage politique commun assez paradoxal: ce sont souvent des terres où règnent un anti-étatisme virulent et une grande méfiance envers le gouvernement fédéral; l'anticommunisme y est également puissant; les Constitutions de ces États sont dotées de dispositifs permettant à la population d'exercer un contrôle important sur ses élus et sur la politique (référendum d'initiative populaire, élus révocables, etc.); mais ce sont des États dont la prospérité d'après-guerre repose justement en grande partie sur leur place prééminente dans le «complexe militaro-industriel» de la guerre froide et donc sur les commandes passées par l'État fédéral... dont on craint pourtant la trop grande influence. L'industrie de la défense et les grandes firmes

8. Par exemple, Lisa McGirr, *Suburban Warriors: the Origins of the New American Right*, Princeton (N.J.), Princeton University Press.

de l'aéronautique (Lockheed, Douglas, etc.) ont amené en Californie et dans le Sud-Ouest des populations nouvelles, souvent blanches, pour occuper des emplois qualifiés, voire très qualifiés, de techniciens, commerciaux, ingénieurs ou cadres. Ces nouveaux arrivants ont bénéficié à plein du « rêve californien » en achetant la maison fantasmée dans ces banlieues immenses qui naissent alors, notamment entre Los Angeles et San Diego, dans le comté d'Orange. C'est d'ailleurs là que Walt Disney choisit d'installer, en 1955, son premier parc d'attractions.

Dans ces banlieues résidentielles du comté d'Orange et dans d'autres, similaires, de Californie du Sud, le patriotisme et son corollaire pendant la guerre froide, l'anticommunisme, ne sont pas de vains mots et mobilisent l'énergie des habitants. On éduque, propage et rassemble autour des « valeurs de la liberté ». Des manifestations dans des stades regroupent des milliers de personnes, des familles entières, qui viennent y écouter des discours enflammés cherchant à alerter le public de la menace communiste. Ronald Reagan, rendu célèbre pour avoir dénoncé l'influence du « parti » à Hollywood à la fin des années 1940, est un orateur fréquent de ces réunions. Les plus virulents rejoignent même la John Birch Society, un groupe d'extrême droite qui associe anticommunisme, racisme et antisémitisme.

Sur cette base déjà favorable, deux événements, l'un local, l'autre national, permettent l'essor définitif de ce néoconservatisme. Au plan local, la droite a l'occasion de mobiliser lorsque le Parlement de Californie adopte la loi Rumford en 1963, qui vise à interdire la discrimination raciale dans les transactions immobilières et à permettre aux Afro-Américains de devenir propriétaires à l'extérieur du ghetto. William Rumford, un pharmacien afro-américain de Berkeley, leader démocrate au Parlement de l'État, avait en effet obtenu à l'arrachée le vote de cette mesure essentielle contre la ségrégation raciale. Dès 1964, sous l'égide de l'organisation californienne des agences immobilières, militants républicains et citoyens de banlieues blanches se retrouvent pour soutenir un référendum (la Proposition 14) qui invaliderait la loi Rumford au nom de la « liberté du vendeur⁹ ». Les partisans de la Proposition 14 s'insurgent contre l'idée que la loi puisse les empêcher de refuser de vendre à un acquéreur afro-américain. Ils peuvent ainsi masquer leur défense de la ségrégation raciale et du ghetto derrière un attachement patriotique aux

9. Pour que la proposition soit soumise au vote, une pétition correspondante doit avoir recueilli la signature d'au moins 5 % de l'électorat. Cela nécessite donc un travail de terrain et de « porte à porte » pour collecter les centaines de milliers de signatures nécessaires.

libertés fondamentales. La campagne pour la Proposition 14, à l'automne 1964, permet même aux républicains d'attirer à eux un électorat blanc populaire, syndiqué et démocrate, qui craint d'être forcé d'avoir à vivre dans des quartiers métissés. Le verdict dans les urnes est sans appel : la proposition est adoptée avec près de 66 % des voix¹⁰.

52 Au plan national, les néoconservateurs ont l'occasion de tester leur force en orientant très à droite le parti républicain, lorsqu'ils font pencher la balance vers le sénateur de l'Arizona, Barry Goldwater, contre le centriste de New York, Nelson Rockefeller. C'est encore Reagan qui s'illustre lors de la campagne, notamment dans un discours majeur, « Le moment du choix », prononcé en octobre 1964, qui fait de Goldwater le héros de la lutte contre le « socialisme » de l'État fédéral, coupable de vouloir régenter l'économie ou confisquer la médecine. La large défaite de Goldwater contre Lyndon Johnson à la présidentielle de novembre est donc trompeuse : le parti républicain a perdu une élection mais a trouvé une cohérence, un programme et une idéologie capables de lui garantir des succès futurs.

L'élection au poste de gouverneur de Californie en 1966 en constitue la première démonstration. On aurait évidemment tort de dire, *a posteriori*, que la victoire de Reagan était pleinement prévisible. Le candidat comptait au départ nombre de handicaps : l'État est majoritairement démocrate, lui-même n'a jamais remporté la moindre élection, sa formation intellectuelle et son expérience politique sont bien minces. Sous-estimé, voire ouvertement méprisé par ses adversaires, Reagan dispose inversement de qualités non négligeables : c'est un grand travailleur capable de rattraper, par l'apprentissage personnel, les lacunes de sa formation ; c'est également un orateur remarquable qui a le sens de la formule et un charisme éprouvé grâce à sa carrière cinématographique. Aidé par d'excellents conseillers en communication, Reagan se présente aux électeurs comme le « citoyen en politique », une manière de désamorcer les critiques sur son manque d'expérience et ses insuffisances sur les dossiers les plus techniques.

Son idéologie néoconservatrice, opposée à l'intervention de l'État dans la société, s'habille de populisme et de patriotisme. Il vitupère contre le poids des impôts et la paresse des « marginaux » qui « profitent » de l'aide sociale. Le pacifisme et le gauchisme naissant à Berkeley, et dans d'autres campus de l'État, lui fournissent l'occasion rêvée de proclamer

10. Voir Becky M. Nicolaides, *My Blue Heaven: Life and Politics in the Working-Class Suburbs of Los Angeles*, Chicago, University of Chicago Press, 2002.

son soutien entier « à nos troupes » engagées contre l'ennemi communiste au Vietnam. La force exceptionnelle de cette idéologie tient à sa capacité à dépasser les lignes politiques de l'époque entre républicains et démocrates. Reagan ne s'attaque pas de front, à ce moment-là, au rôle des syndicats, au droit de grève ou aux acquis du New Deal rooseveltien, mais il séduit de nombreux électeurs blancs traditionnellement démocrates en critiquant vertement le « désordre » à Berkeley, l'« immoralité » des contestataires, le « danger » que représentent la criminalité en hausse et la remise en cause des droits des propriétaires. Le candidat républicain devient majoritaire en récupérant les peurs d'un électorat blanc choqué par les protestations estudiantines et effrayé par la perspective que la hiérarchie raciale traditionnelle soit bousculée¹¹.

En conclusion, le rôle pionnier et précurseur de l'État californien dans l'histoire politique états-unienne apparaît indéniable. La séquence 1964-1966 sert presque de bande-annonce aux événements nationaux de la fin de la décennie. La montée et la multiplicité extraordinaires des contestations provoquent la remise en cause de nombreuses assises de la société américaine. La jeunesse estudiantine affirme un rôle nouveau, même si ses divisions endémiques ne lui ont pas permis de peser autant qu'elle l'aurait souhaité sur la situation politique. Sa mobilisation contre la guerre du Vietnam, notamment au sein du parti démocrate, conduit Johnson à jeter l'éponge et à renoncer à se représenter en mars 1968. La hiérarchie raciale se voit nettement ébranlée : les Afro-Américains témoignent de leur malaise et de leur souffrance au cours de multiples émeutes dans les villes de Chicago, Newark ou Detroit ; la communauté hispanique connaît elle aussi des moments d'intenses mobilisations, que ce soit dans les campagnes autour du leader paysan Cesar Chavez, ou en ville contre la guerre du Vietnam ; les Amérindiens participent aussi à ce cycle de révolte : en Californie, un groupe de militants occupe l'île d'Alcatraz entre 1969 et 1971 pour en obtenir la rétrocession.

Plus généralement, les contestations des années 1960, dont certaines furent californiennes, ont profondément redéfini le cadre du débat sur les questions ethniques et raciales aux États-Unis. Malgré les controverses, des progrès notables ont été accomplis pour briser la ségrégation et ouvrir de nouveaux quartiers et de nouveaux emplois aux minorités. Les émeutes d'avril-mai 1992 à Los Angeles, plus terribles encore que

11. Matthew Dallek, *The Right Moment: Ronald Reagan's First Victory...*, Oxford et New York, Oxford University Press, 2000-2004.

celles de Watts, obligent pourtant à nuancer ces avancées. Le communautarisme, les tensions raciales et les inégalités liées à la couleur de peau restent des déterminants majeurs de la vie sociale états-unienne.

54 Cette force des protestations a eu deux grandes conséquences. La première a été un dérapage modeste mais bien réel dans la violence et le sang. L'aventure du Black Panther Party, l'organisation radicale d'« autodéfense » des Afro-Américains, créée par Huey Newton et Bobby Seale, s'achève en 1968 après la mort de plusieurs militants et de policiers blancs. La contre-culture hippie, pacifiste et non violente, connaît une fin sinistre et sanglante : en août 1969, Charles Manson, un marginal illuminé, qui se présente comme un gourou hippie, pousse ses partisans à assassiner, au cours de deux épisodes successifs, une dizaine de personnes, dont une femme enceinte, Sharon Tate, l'épouse du réalisateur Roman Polanski. En décembre 1969, lors du grand concert gratuit d'Altamont, autour des vedettes de la contre-culture de l'époque, les Rolling Stones, Grateful Dead ou Jefferson Airplane, un jeune homme de 18 ans, qui voulait monter sur scène approcher ses idoles, est poignardé par un motard des Hell's Angels chargé de la sécurité. Tous ces événements jettent une lumière crue sur la fin tragique d'une décennie d'utopie et de luttes.

La seconde conséquence a été la vigueur de la réaction néoconservatrice. Autour de Reagan, puis au plan national autour de Richard Nixon, l'ensemble de la carte politique des États-Unis a été redessiné. Jouant sur le ressentiment blanc, le sentiment religieux et le patriotisme, le parti républicain a reconquis entièrement le Sud des États-Unis, fief démocrate depuis un siècle. La défense intransigeante des droits individuels, des bonnes mœurs et de l'ordre lui a également permis de séduire les classes populaires blanches autrefois démocrates. Cette nouvelle équation politique a assuré la victoire des néoconservateurs jusqu'en 2008. Lorsque, épisodiquement, ils ont perdu, comme en 1992 et 1996, ce fut bien souvent parce que l'adversaire démocrate avait adopté la plupart de leurs idées.

R É S U M É

La Californie des années 1960 est secouée par des contestations très importantes qui bousculent l'image d'un État riche et prospère. À l'automne 1964, les étudiants de Berkeley se mobilisent pour obtenir la liberté d'expression sur le campus de l'université. Au cours de l'été 1965, une très violente émeute secoue le ghetto afro-américain de Watts à Los Angeles. Ces désordres permettent à Ronald Reagan d'être élu gouverneur, en construisant une nouvelle majorité. Cette dynamique californienne anticipe les événements nationaux à venir.